

Huit mois de gouvernement Mollet

N° 424 - 28 Septembre 1956

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

HEBDOMADAIRE - 20 Frs.



ORGANE DE DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS... REDACTION ADMINISTRATION: 5, rue de Charonne, Paris (XI) - Métro BASTILLE

ABONNEMENTS: 1 an 1.200 fr., 6 mois 400 fr., 3 mois 220 fr. C.C.P. Bte de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

- Vote des pouvoirs spéciaux. Rappel de disponibles. 600.000 mobilisés en Algérie. Salaires bloqués. Hausse du prix de la vie: 25%. Echelle mobile des capitaux.

LE PROGRAMME DE LA GREVE GÉNÉRALE

LA GREVE GÉNÉRALE pour la paix et le pain

QUEL gouvernement a, dans le passé, enregistré autant d'échecs et de défaites que le gouvernement Mollet ? L'Algérie, la récente affaire de Suez, la situation économique et financière: autant de faillettes. Ce gouvernement est non seulement impuissant, mais ridicule. Dans son discours du dimanche 23 septembre, Guy Mollet en donne une nouvelle preuve. Dans un superbe mouvement d'éloquence il s'écrie: « Par son audace comme par sa mesure, notre programme pouvait donner prétexte aux surenchères. Elles n'ont pas manqué. Aux communistes, aux nationalistes attachés nous avons opposé notre programme, tout notre programme et à force de fidélité et de vigueur nous avons maintenu notre totale indépendance... »

Malgré les défaites, l'odieuse et le ridicule de sa politique, le gouvernement Mollet se maintient. Pourquoi ? La bourgeoisie française est incapable de résoudre aucun des problèmes qui l'assallent, aucun autre gouvernement ne serait, davantage que celui-ci, capable de le faire. Mais ce gouvernement a une supériorité sur tout autre: il est dirigé par un socialiste, il bénéficie de l'appui d'un homme ouvert du PCF, aussi malintentionné que « paix sociale » en France. Le rappel des disponibles a donné lieu à des manifestations, mais dispersées, elles ne purent empêcher le gouvernement de procéder à la mobilisation. Des grèves éclatèrent, qui démontrèrent la volonté ouvrière de rompre le blocage des salaires, mais, éparpillées, elles ne peuvent contraindre le gouvernement et le patronat à accorder une substantielle augmentation des salaires. Cette relative « paix sociale » permet à la bourgeoisie française de se cramponner, malgré tout, à ses privilèges, d'accroître encore ses profits.

La grève générale, accompagnée de puissantes manifestations de masse, devant les préfetures, les ministères, le parlement, mettrait fin à cette situation. Il faudrait alors et finir avec la guerre d'Algérie, accorder satisfaction aux revendications ouvrières, et poser en termes nouveaux la question gouvernementale.

Les mouvements sociaux de masse, devant les préfetures, les ministères, le parlement, mettraient fin à cette situation. Il faudrait alors et finir avec la guerre d'Algérie, accorder satisfaction aux revendications ouvrières, et poser en termes nouveaux la question gouvernementale.

R. DUCROS.

QUE les patrons boulangers se mettent en grève pendant deux jours, et le gouvernement leur accorde aussitôt l'essentiel de leurs demandes: quatre milliards de subventions, sur les cinq milliards équivalant à l'augmentation du prix du pain déclaré par eux. Mais que ces patrons, contraints par la montée du mécontentement populaire et la fragilité de leurs vitrines, reprenant le travail, n'aient rien de plus pressé que de refuser à leurs ouvriers l'augmentation qu'ils demandaient: le gouvernement n'a rien à dire. Cela ne le concerne plus. Ce n'est pas son affaire. Cela relève-t-il de son affaire seulement si les ouvriers boulangers manifestent dans la rue pour leurs revendications. Alors le gouvernement s'occuperait d'eux, pour leur envoyer la police et les CRS.

« Les centrales syndicales prétendent que l'Etat est neutre, qu'il est naturellement l'arbitre entre les classes adverses. C'est sur cette « théorie » qu'ils fondent leurs prétentions à une évolution politique, sans révolution, vers le socialisme. Telle est la fameuse « voie nouvelle », récemment prônée par Khrouchchev et Thorez, vers le socialisme. Pourtant, jamais peut-être l'Etat n'a-t-il démontré son caractère de classe que sous le gouvernement d'un « socialiste » Mollet. Déjà au mois d'avril, les magnats de la sidérurgie décidèrent d'augmenter leurs prix de 4%. Le gouvernement, après une timide protestation, s'inclina. Depuis, cette hausse s'est répétée, amplifiée comme d'habitude, sur les prix de détail. Cependant, les salaires restent bloqués, le gouvernement s'oppose à toute révision du SMIG. Un exemple, entre bien d'autres, de la « neutralité » gouvernementale. C'est le moment où la faillite de son gouvernement sur tous les plans est éclatante que Guy Mollet a choisi pour affirmer avec ostentation sa fidélité au programme sur lequel il a été élu: «... Nous sommes en droit d'exiger que toute l'action du gouvernement demeure conforme à nos principes. C'est dans cet esprit qu'a été rédigé notre déclaration d'intention, tout entière orientée vers la libération de l'homme et la justice sociale... »

« La fidélité à une doctrine, la fidélité à un programme, la fidélité aux engagements pris, le parti socialiste en fait sa fierté. Pour nous, socialistes, nous entendons rester soigneusement, volontairement fidèles à nous-mêmes, fidèles à la ligne que nous nous sommes tracée. Cette fidélité, c'est ce que le pays attend de nous... c'est elle qui nous a toujours guidés dans ma vie politique. C'est elle qui toujours continuera à guider l'action du gouvernement à direction socialiste... »

QUAND RENTRERONT-ILS ?

UNE fois de plus le cœur des mères, des épouses, des fiancées a battu plus vite. La presse gouvernementale annonçait la démobilitation de tous les rappelés avant le 31 décembre. Cela a fait un titre de « France-Soir » sur toute la largeur de la page, quand l'affaire de Suez, puis les satellites artificiels prétendument lancés par les Russes ne suffisent plus à amuser le tapis. La presse « officieuse » semble faire la

guerre des nerfs contre les milliers de familles françaises qui attendent dans l'angoisse. « Ils rentreront pour le 1er octobre... le 15 novembre... avant la fin de l'année... D'une source bien informée nous apprenons... » Et, en attendant ils ne rentrent toujours pas.

Que de promesses tragiques ! Le 27 décembre dernier, l'actuel président du Conseil, dans un discours de propagande électorale, déclarait :

CENT QUATRE VINGT MILLE JEUNES DU CONTINGENT SONT STATIONNÉS EN AFRIQUE DU NORD, ET LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL SOUS-TITRE RECLAME D'IMPORTANTES RENFORTS - 30.000 HOMMES AU MOINS - MALGRÉ LES DEMENTIS GÉNÉS DU GOUVERNEMENT. ON ESSAIE DE FAI-

RE PASSER « EN DOUCE » QUELQUES UNITÉS DE L'AUTRE CÔTE DE LA MÉDITERRANÉE, EN ATTENDANT LE 3 JANVIER POUR ANNONCER LES DÉPARTS MASSIFS. IL NE FAUT PAS EFFRAIER L'ÉLECTEUR, N'EST-CE PAS ? C'EST CE QU'ON APPELLE TENIR UNE CONSULTATION ÉLECTORALE DANS LA CLARTE... LES SEMAINES PASSENT, LES JEUNES PARTENT, LE SANG COULE: AUCUN PROGRES NE SE MANIFESTE, AUCUNE DÉTENTE N'EST ENREGISTRÉE, RIEN N'EST CHANGE À L'ACTUELLE POLITIQUE D'IMMOBILISME ET DE REPRESSION. LES RENFORTS QUE N'OSE PAS ENCORE ENVOYER LE GOUVERNEMENT SERONT BIEN TÔT INSUFFISANTS À LEUR TOUR.

Et, dans un manifeste, le Parti Socialiste SFIO, dont Guy Mollet était (et est toujours) secrétaire général, réclamait :

- LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DU CONTINGENT 54-1; - LE RETRAIT DU CONTINGENT ENVOYÉ EN AFRIQUE DU NORD; - LA RÉDUCTION DU SERVICE MILITAIRE À 15 MOIS DANS UNE PREMIÈRE ÉTAPE. Pourquoi remettons-nous une fois encore sous les yeux de nos lecteurs ces phrases d'outretombe ? Dans l'espoir que le spectre de leurs promesses électorales hantera le sommeil de MM. Mollet, Lacoste et Cie ?

R. SOINET.

10.000 frs pour tous!

LES centrales syndicales, avec une splendeur unanimement réclament 15 fr. d'augmentation du SMIG; ce qui porterait le salaire du manoeuvre-habit à 141,60 de l'heure. Somme magnifique qui serait son minimum vital, ce qui lui est nécessaire pour vivre, s'il est possible d'appréhender ce qui ne se sert constamment la ceinture. Bien sûr, il lui faudrait continuer à faire des heures supplémentaires pour réellement subsister, ce qui compense tout le pénible travail de main-d'œuvre, pour le plus grand bien du patronat. Elles n'en réclament d'ailleurs, mais pas la répercussion sur toutes les catégories. Elles ont la-dessus une attitude parfaitement compréhensible, la situation de celles-ci, pour ne pas amener une hausse des prix.

campagne pour le pouvoir d'achat de 1956, réclament une augmentation de 1/10ème, titre comme une grande victoire des augmentations de 6 et 10 fr. de l'heure. Les travailleurs veulent une amélioration véritable de leur niveau de vie, les 10.000 fr. par mois (50 fr. de l'heure) ont ce caractère, en compte sur le retour au pouvoir d'achat de 1956, permettront l'union des luttes. Ils sont unanimes dans qu'ils ne donnent pas 10 fr. de l'heure à celui qui a le droit de l'hierarchie ne peut pas joindre 100 fr. à celui qui jouit déjà d'une certaine aisance. Elle sait qu'un relèvement réel de son niveau de vie ne pourra être imposé au patronat et à son gouvernement que par une action d'ensemble de tous les travailleurs, unis dans la lutte contre la misère par une revendication correspondant aux intérêts de tous. Par la grève générale, nous imposerons les 10.000 frs par mois.

La CGT n'est pas contre, bien sûr. Au contraire, Mais elle veut donner une impression qu'elle lutte pour une augmentation générale des salaires. Elle invite donc les travailleurs à se réunir, et même à deux ou trois, pour dresser leurs cahiers de revendications et les faire aboutir. Du côté des centrales, c'est le même refrain: à Chacun pour soi, et les patrons pour tous.

Les ouvriers revendiquant par catégorie, s'opposent les uns les autres, demandant des augmentations raisonnables, voilà le rêve qui se poursuit. Les syndicats, y compris les bourses de la CGT, ne veulent pas d'un mouvement d'ensemble. Ils mettent en avant des revendications qui divisent et morcellent le front uni, le dispersant en face de l'unité des forces patronales. Les syndicats veulent respecter l'essor national, sont pour un bon fonctionnement de l'économie, bourgeoisie. Ils mettent en avant des augmentations (comme celle du SMIG) capable d'être absorbées sans souffrance, sans diminution des profits patronaux. Depuis 1954, le pouvoir d'achat a diminué de 50 % depuis 1 an, en tenant compte que dans le budget voté l'alimentation compte bien pour 20 à 30 %, le pouvoir d'achat a encore diminué de 20 à 30 %. La CGT a cessé quasiment sa

CONTROLE POPULAIRE DES PRIX

QUISQUICI les patrons rattrapent très rapidement (et au delà) les augmentations de salaires qu'ils s'étaient contentés d'accorder en augmentant aussitôt leurs prix. Les patrons boulangers ont innové en cette matière. Ils prétendent augmenter leurs prix avant même d'augmenter leurs ouvriers (et naturellement bien davantage). Toute la parolatrie sur le cycle infernal des salaires et des prix d'ailleurs bien d'avantage. Il existe pourtant une échelle mobile, basée sur les 213 articles et qui devrait être en cas d'augmentation de ceux-ci de 5%. En un an le coût de la vie a augmenté de 20 à 30% et est indice mobile des salaires, c'est la mesure où les patrons ou les agents du gouvernement seuls peuvent dresser... (suite page 2)

LES PARIS STUPIDES

Les prix baisseront en octobre, déclare M. Ramadani. Et on rasera gratis, bien entendu. R. MONGE. (Suite page 2)

Suez: la "modération" américaine

QUE reste-t-il de la version de l'Association des Usagers du Canal de Suez, qu'annonçait au cours de discours télévisés Eden devant la Chambre des Communes, Guy Mollet au micro de la radio française ? Selon ces discours, l'Association devait encaisser obligatoirement le péage des navires des pays adhérents. Après la seconde Conférence de Londres, d'après la version définitive du texte lui donnant naissance, l'adhésion n'implique pas nécessairement le paiement de péages à l'Association. Les convois de navires formés par l'Association devaient traverser le canal sous la conduite de ses pilotes, au cas de refus de Nasser, il se serait considéré que les conventions prévoyant la liberté de navigation sur le canal de Suez étaient violées, auquel cas une intervention militaire pourrait être décidée, et de toutes façons des sanctions économiques seraient prises. De tout cela il ne reste rien. On se contentera de demander à Nasser qu'il laisse passer les convois, en acceptant les pilotes égyptiens; au cas de refus de Nasser, en aucun cas ne seront prises des mesures militaires; quant aux sanctions économiques, elles restent à l'état de vagues projets de loi de cet ordre, aucun accord n'a été annoncé par les foules de guerre Eden-Mollet, il ne reste rien d'autre qu'une sorte de syndicat d'usage des usagers, dont on ne voit pas bien le but au premier abord.

Quant au gouvernement Mollet, plus aucun espoir ne lui reste de trouver à Suez une « solution » à la guerre d'Algérie. Le recours au Conseil de Sécurité ne change rien à l'affaire, pas plus que l'armature de la presse française. Nasser a fait de nombreuses concessions: il a laissé partir les pilotes occidentaux; il a tenu à plus tard le procès des espions anglais, il a consenti à laisser passer sans payer les navires français, anglais, hollandais... L'impérialisme américain s'est montré modéré. Mais Nasser n'a peut-être rien pour attendre.

Les déclarations de Salah Salem, à la suite d'une dernière réunion du comité politique de la Ligue Arabe, sont sans ambiguïté: « C'est dans le comité politique de la Ligue Arabe que tous les Arabes doivent voir leur échec et leur défaite... Je suis le comité politique de la Ligue Arabe. Il s'agit d'abord de la lutte contre l'impérialisme et les capitalistes. S. JUST.

Achetez tous vos livres au service de Librairie de la SPEL

Où veut-on en venir ? LA VERITE SAISON 1956-57 LA LETTRE d'Afrique du Sud

MARDI 25 Septembre, la DST a perquisitionné au domicile de Pierre Lambert... L'après-midi des inspecteurs de travail de la DST sont venus au lieu des Sausseaux aux fins d'interrogatoire.

La volte-face spectaculaire de M. Farès... Ferhat Abbas, Khouane et Ahmed Francis, estime avoir obtenu de l'Impérialisme français des garanties.

PENDANT plus de six mois, le peuple algérien a subi une ville africaine à 30 milles de Johannesburg... L'impérialisme français a boycotté la compagnie des cars.

Le fait que « l'affaire » fut aisément « dégonflée » ne doit pas nous faire oublier que nous sommes en face de méthodes... Nous continuerons inlassablement, avec l'appui de tous, à développer notre politique de paix.

Les mêmes mêmes employés par Farès, dans l'interview sollicité par « Le Monde », sont identifiés... Le style, c'est l'homme ! Farès poursuit : « Nous allons à la catastrophe, à la présence française, pour assurer la bourgeoisie et les colons ».

Ses phrases sur le « fait national », découvert par lui près de deux ans après le 1er novembre 1954, sont là pour camoufler le reste... Toute journée « Révolution », écrit en substance Lénine, représente des mois et des années de développement.

LA VERITE

Le « Bulletin du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression » (1) publié, dans son numéro d'août-septembre, des documents sur « l'affaire Moulay Merbah », dont nous tirons les extraits suivants de la presse suisse.

Il faut le reconnaître : Farès, dans son interview, s'est véritablement surpassé dans son désir de rassurer les possédants et les partisans de la « présence française »... En somme, Farès est pour de « bonnes » opérations de pacification, préservant le moral des populations.

« Répétons-le encore une fois ; aucune manœuvre de notre des uns ne pourra modifier ce fait fondamental : il n'y aura de solution pacifique que par la route que par les méthodes de la démocratie. Au statut octroyé, que, pour le moment, même un Eurocratisme ne peut proposer de négociation. Tout le problème réside en ceci : la négociation aura-t-elle lieu avant la catastrophe, ou après ?

A BAS LA REPRESSION



Le 18 juillet 1956, l'organe du Parti socialiste zurichois en langue allemande « Volkrecht » (organe officiel du Parti socialiste suisse) écrit sous le titre « Expulsion de Moulay Merbah » :

« Le Département fédéral de Justice et police communique : « Sur l'ampleur et les résultats de l'action de la police annoncée au public contre des Algériens et contre des Suisses qui les auraient aidés on peut communiquer que cette action s'est limitée uniquement à Zurich. On a interrogé en outre à Zurich et à Nord-Afrique dans quelques cas isolés on a également procédé à des perquisitions... »

« Le 11 juillet, le public a été surpris d'apprendre par une information du Ministère public de la Confédération que des Suisses des trotskystes avaient projeté avec des chefs nationalistes algériens des attentats contre les consulats français, entre autres en Suisse. Les perquisitions effectuées, non plus que les interrogatoires par la police fédérale n'ont conduit à la découverte d'armes ni de matières explosives ni à aucun point d'appui concernant les attentats... »

« Après les procès pour « injures », toute une série d'autres procès sont en préparation. La répression se concentre contre le seul journal révolutionnaire. Nous avons plus que jamais besoin d'aide. Soutenez !

« Pendant six semaines, la totalité de la presse, de « l'Aurore » à « l'Humanité », en particulier, appelle à la lutte sous forme de pétitions, blâmes, refus de participer à la guerre éventuelle de l'Egypte, oubliant ainsi plus que jamais l'action nécessaire contre la guerre elle, bien réelle en Algérie. »

Tartarin sur le Nil

TARTARIN, le grand chasseur, parti tout et si bien devant le bon public transalpin de ses plans de chasse au lion, en Afrique qu'il dit finalement, bien malgré lui, faire le voyage et se rendre au pays des « Teurs ». Plus heureux, Messieurs Mollet, Pinaud et Cie, malgré une incontinence verbale au moins égale à celle de l'illustre méridional, n'ont pas chassé le grand et méchant crocodile du Nil - qu'ils s'étaient targués d'exterminer en moins de dix jours. »

EXTRAITS DE « DIE TAT »

13 juillet : « L'existence des traditions suisses qui ont plus de valeur que la reconnaissance de commande officielle française. Ce n'est certainement pas le devoir de la Suisse d'accomplir un service de blindés au profit d'une puissance coloniale. Cela est valable pour les Algériens qui ont cherché asile en Suisse. Toute l'action de l'Etat suisse ne doit être que celle d'une aide humanitaire à la mesure de la richesse a été menée - cela ne sera certainement pas contesté - sur la base d'un « aveu » algérien... »

17 juillet : « Ces jours derniers, le public suisse a pris conscience pour la première fois du conflit algérien sur la base de la presse française... »

« Le n° 20 français. Ecrire à E. Boisselier, 87 bis, av. du Général-Leclerc, Paris XIV, C.C.P. Paris 450756. »

« Le bilan du gouvernement Mollet, soutient et appuie, sur chaque décision prise par Thorez-Duclos, est un bilan de faillite... »

LES BANQUIERS LACHENT DU LEST

APRES des années de lutte, les employés de banque ont obtenu pour les deux jours de repos consécutifs toute l'année. Pourquoi cette année, après aucune action importante n'a encore été entreprise ce mois-ci ? Parce que les banquiers ont compris qu'étant en minorité ils ne pouvaient pas employer, il était bon de lâcher du lest sur cette revendication, qui ne leur coûte rien... »

ADHERE au P.C.I.

POUR LA FIN DE LA SAISON GUERRE D'ALGERIE ADHERE au P.C.I. « En obtenant satisfaction cette année sur les 2 jours de repos par semaine, les employés ont réussi à imposer à leurs dirigeants l'organisation de la lutte d'ensemble des employés de banque et de la manifestation d'Anzac... »

REUNION D'INFORMATION DU P.C.I.

« Le gouvernement procédera à la libération immédiate des détenus politiques, sans confusion possible avec ceux qui ont fait l'objet de procédures pénales régulières. »

« Le Parlement va se réunir. Ce n'est pas lui, qui a soutenu fidèlement des votes le gouvernement du fidèle Mollet, qui dressera le bilan de faillite. »

« Les ouvriers produisent, connaissent le prix de revient de la production qu'ils pourraient le connaître, un regard dans les livres de comptes patronaux... »

REUNION D'INFORMATION DU P.C.I.

« Les lecteurs de « LA VERITE » sont fraternellement invités à participer à cette réunion et à prendre part à la discussion. »

« Mais les travailleurs ont appris, beaucoup au fait, les dirigeants socialistes n'ont cessé de s'opposer par tous les moyens, à la grève générale. »

« Les rappelés, en tirant les sonnettes, ont fait connaître leurs sentiments. Mais ils n'ont pas reçu l'aide qu'ils étaient en droit d'attendre de toute la classe ouvrière. »

S.P.E.L.

- Plus que jamais les œuvres de Léon Trotsky sont d'actualité. En vente à la S.P.E.L. - Bolchevisme et stalinisme... 50 fr. - La Révolution permanente (2 brochures ronéotypées)... 400 fr. - Histoire de la Révolution russe... Tome I... 750 fr. Tome II... 1050 fr. EN RECLAME Staline... 500 fr. (valeur réelle 750 frs) Saisie de l'Humanité

Quand rentreront-ils ?

(Suite de la première page.) Non, certes. Nous ne sommes pas si naïfs. Mais les faits illustrent le vrai sens du régime parlementaire bourgeois, cette « démocratie occidentale » si chère aux sycophantes et de « Franc-Tireur » et du « Populaire » : une duperie pour les masses, la volonté du peuple cyniquement bafoquée. Il y a maintenant, non pas 400.000 ou 500.000, mais à en croire le correspondant du « Monde », 600.000 mobilisés en Algérie. Et d'après le même journal, analysant la situation militaire, ce n'est pas encore assez ! Certes, ce n'est pas assez pour mettre le peuple algérien à genoux. Mais c'est trop - c'est même exactement

Contrôle...

(Suite de la première page.) ser ces statistiques, il ne saurait en être autrement. Au mieux, les centrales disent leur mot, un mot bien timide et gentil. Les ouvriers produisent, connaissent le prix de revient de la production qu'ils pourraient le connaître, un regard dans les livres de comptes patronaux... »